

01 SEP. 2022



DEPARTEMENT DE LA VIENNE

ARRETE N° 2022-A-DGAFMN-062

en date du **25 AOUT 2022**

portant délégation de fonctions
à Madame Rose-Marie BERTAUD,
Vice-Présidente du Conseil Départemental

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.3221-3, L.3221-11 et L.3221-13,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAFMN-060 en date du 8 août 2022 portant déport de Madame Rose-Marie BERTAUD, Vice-Présidente du Conseil Départemental en charge de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Famille,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Délégation de fonctions et de signature est accordée à Madame Rose-Marie BERTAUD, Vice-Présidente du Conseil Départemental, Présidente de la Commission de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Famille, en cas d'absence du Président du Conseil Départemental, pour l'ensemble des actes concernant ce secteur, à l'exception :

- des rapports soumis à délibération du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente,
- des délibérations du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente,
- de tous actes et documents concernant l'Association Coordination et Concertation des Retraités de la Vienne (ACCOR), l'Association Départementale d'Entraide des Personnes Accueillies dans les Services de Protection de l'Enfance, l'Association Poitou Habitat Jeunes, l'Association Foncière d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier de Marigny-Chemereau, Habitat de la Vienne, ainsi que la Régie Vienne Numérique.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté N° 2021-A-DGAFM-0016 en date du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de fonctions à Madame Rose-Marie BERTAUD, Vice-Présidente du Conseil Départemental.

ARTICLE 3 :

Le Président du Conseil Départemental est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr, transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et notifié à l'intéressée.

ARTICLE 4 :

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

Fait à Poitiers, le **25 AOUT 2022**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON